

## FONCTION PUBLIQUE

## Retour aux grèves

L'intersyndicale autonome de la Fonction publique a décidé d'organiser une grève nationale de 3 jours, les 13, 14 et 15 avril prochains. Pour cette intersyndicale, il s'agit de « peser et non faire dans l'exhibitionnisme », œuvrer à « l'unité d'action d'actions dans la clarté » et agir pour « une décantation salubre du champ syndical » hors de toutes manipulations et visées déstabilisatrices des pouvoirs publics.

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Réunie jeudi dernier au siège du Snapap à Alger, l'intersyndicale autonome de la Fonction publique (IAFP) a décidé d'organiser une grève nationale de trois jours, les 13, 14 et 15 avril prochains.

En outre, un rassemblement devant le Palais du gouvernement est prévu pour le mardi 15 avril en fin de matinée. Une action qui sera organisée en parallèle mais de manière plus « offensive » avec la grève de 2 jours envisagée par la Coordination nationale autonome des syndicats de la Fonction publique pour les 13 et 14 avril.

Expliqué hier lors d'une conférence de presse, le motif de l'action de l'intersyndicale a trait au « mutisme affiché par les pouvoirs publics à l'égard des revendications des travailleurs de la Fonction publique ». Mais aussi « le souci d'arriver à une mobilisation unitaire historique des travailleurs... et considérant que le temps est à l'accentuation de la dynamique revendicative ». Rappelons que cette intersyndicale autonome

regroupe le Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Cnapest), le Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (Snaap), le Syndicat national des professeurs d'enseignement paramédical (SNPEPM), le Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation (Satef), le Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTÉ) et la Confédération des enseignants contractuels algériens (Ceca).

Pour cette intersyndicale, il s'agit de poursuivre, accentuer le combat syndical pour la satisfaction des revendications, « inciter les pouvoirs publics à ouvrir le dialogue avec les représentants réels des travailleurs de la Fonction publique ».

Soit, chercher à « peser et non faire dans l'exhibitionnisme » dans le contexte de transformation socioéconomique en cours, œuvrer à « l'unité d'action d'actions dans la clarté » et agir pour « une décantation salubre du champ syndical »



La dynamique revendicative s'accroît.

hors de toutes manipulations et visées déstabilisatrices des pouvoirs publics.

Ainsi, l'intersyndicale interpelle le gouvernement pour la reconnaissance et le respect des libertés syndicales et l'ouverture de négociations sincères et sérieuses autour des revendications des travailleurs de la Fonction publique.

Voire, l'intersyndicale se déclare mobilisée et « se réserve le droit de recourir à des actions d'envergure si le mutisme des pouvoirs publics persiste ». En envisageant une action de force à la fin du mois en cours. En précisant que ces revendications concernent l'augmentation des salaires

des fonctionnaires par l'abrogation de l'article 87 bis et la revalorisation de la valeur du point indiciaire et son indexation sur un pouvoir d'achat réel.

Mais aussi la participation des syndicats autonomes à l'élaboration des statuts particuliers des différents secteurs, l'intégration des 40 000 enseignants contractuels et la titularisation des vacataires par la création de nouveaux postes budgétaires.

Egalement, l'instauration d'une pension de retraite digne, en harmonie avec le pouvoir d'achat.

C. B.

ACTION COMMUNE DE LA COORDINATION  
ET DE L'INTERSYNDICALE

## Débrayage pour les 13 et 14 avril

La Coordination nationale autonome de la Fonction publique et l'intersyndicale autonome de la Fonction publique ont décidé d'unifier leur action et d'engager un débrayage pour la semaine prochaine.

**F. Zohra B. - Alger (Le Soir)** - C'est ce qu'a déclaré hier, M. Meriane porte-parole de l'intersyndicale lors d'une conférence de presse tenue hier au siège du SNTÉ.

La grève prévue pour les journées du 13 et 14 avril prochains représente ainsi une énième tentative des syndicats autonomes de se faire entendre par le gouvernement

qui, selon leurs représentants, « fait la sourde oreille » devant les multiples appels des syndicats. « Nous avons été rejoints par l'intersyndicale pour ce mouvement de protestation dont le CLA et les enseignants du paramédical. Nous demandons, encore une fois, l'ouverture des négociations sur les droits des travailleurs. Nous demandons à être

reconnus et traités comme des partenaires sociaux », a précisé M. Meriane, notant en outre, que la principale revendication des fonctionnaires est la révision de la nouvelle grille des salaires.

Déjà, la semaine passée, la coordination avait annoncé le débrayage sans pour autant fixer sa date. Il était aussi question d'une action commune avec l'intersyndicale, une manière de faire pression sur le gouvernement.

Loin de s'essouffier, le mouvement des syndicats

autonomes se poursuit, décidé à arracher les droits des travailleurs. M. Meriane a d'ailleurs précisé que les syndicats du secteur de l'éducation pourront même aller jusqu'au boycott des examens de fin d'année.

Les syndicats autonomes, pour rappel, avaient déjà organisé un mouvement de grève les 24, 25 et 26 février largement suivi notamment dans le secteur de l'éducation qui a été paralysé dans plusieurs wilayas du pays.

F. B.

## LYCÉES TECHNIQUES ET TECHNICUMS

## La CNLTT se joint au mot d'ordre

La Coordination nationale des lycées techniques et technicums (CNLTT) a, lors d'une réunion tenue jeudi dernier, soulevé, encore une fois, le problème des professeurs techniques aux lycées techniques (PTLT).

La Coordination précise, dans un communiqué parvenu à notre rédaction, que « le gouvernement a décidé d'appliquer la nouvelle grille des salaires au début du mois d'avril avant même d'adopter les nouveaux statuts et les régimes indemnitaires ». Selon la CNLTT, le ministère de l'Éducation, qui avait proposé lors de la première mouture

de ce nouveau statut une déclassification de ce corps d'enseignement de la catégorie 14 à 10 leur laissant deux possibilités, accepter d'assister les PES ou travailler en tant qu'agents de laboratoire sans possibilité de promotion, puis décidé l'intégration des PTLT ayant plus de 20 ans en tant que professeurs d'enseignement secondaire (PES),

n'a pas respecté ces amendements lors de l'application de la nouvelle grille des salaires. Selon le communiqué de la Coordination nationale des lycées techniques et technicums, la nouvelle grille classe ces enseignants dans la catégorie 10 sans qu'aucun d'entre eux ne soit intégré en tant que PES, alors que l'ancien statut prévoyait leur intégration en tant que PES après 7 ans d'expérience. Déclarant refuser que la dignité de cette catégorie d'enseignants soit bafouée, la Coordination pré-

cise qu'après avoir pris connaissance de la plateforme de revendications de l'intersyndicale autonome de la Fonction publique ainsi que de la Coordination autonome de la Fonction publique a décidé de se joindre à leur mouvement de protestation.

Ceci avec pour revendication principale, l'intégration des PTLT en tant que PES avec effet rétroactif ainsi que la révision de la classification des professeurs ingénieurs.

F.-Z. B.

## UGTA

Sidi-Saïd tente  
d'isoler Djenouhat

Le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens a adressé une note à l'ensemble des instances de la Centrale syndicale dans laquelle il rappelle ses prérogatives organiques. Les directives visent à bloquer Salah Djenouhat à l'approche de la tenue de la Commission exécutive nationale. On évoque un report de celle-ci.

**Tarek Hafid Alger - (Le Soir)** - Abdelmadjid Sidi-Saïd serait-il tenté de fermer le jeu à l'approche de la tenue de la session de la Commission exécutive nationale prévue mercredi prochain ? Il semble bien que oui à la lecture d'une note interne — la première de son deuxième mandat — datée du 2 avril. Dans cette note, qui débute par des remerciements à l'occasion de sa réélection, Sidi-Saïd annonce une série de décisions : « Le secrétaire général de l'UGTA est l'unique porte-parole de l'organisation ; (il est) légalement seul habilité à dicter des directives et des recommandations ; seul habilité au niveau de la Centrale syndicale à convoquer une session de la Commission exécutive nationale afin d'élire le nouveau secrétariat national de l'UGTA. » Abdelmadjid Sidi-Saïd évoque même la possibilité de prendre des mesures disciplinaires contre les « usurpateurs de qualité ».

« Le secrétaire général de l'UGTA peut prendre des décisions contre toute personne qui s'attribue des prérogatives et une qualité dont il ne dispose pas dans le cadre des relations avec les instances de la Centrale syndicale. »

Le style se fait encore plus menaçant dans le dernier paragraphe de cette note.

« En attendant la tenue de la CEN et l'élection du secrétariat national, le secrétaire général invite les instances et les structures à la stricte application de ces directives et attend leur soutien dans le but de lui permettre d'œuvrer pour le bien des travailleurs algériens. »

En fait, dès la première lecture on comprend aisément que toutes ces mesures visent à isoler l'ex-secrétaire national de l'UGTA chargé de l'organique, Salah Djenouhat en l'occurrence. Le but étant de l'empêcher de prendre attache officiellement avec les unions de wilaya et les fédérations à l'approche de la tenue de la première session de la CEN. « En agissant de la sorte, Sidi-Saïd espère empêcher son principal rival de faire du lobbying auprès des membres de la Commission exécutive nationale afin de se faire élire au secrétariat national puis en qualité de secrétaire général adjoint, le nouveau poste créé lors du 11<sup>e</sup> congrès », explique un syndicaliste qui a requis l'anonymat.

Le rejet par Sidi-Saïd de cette éventualité est d'autant plus flagrant qu'il n'évoque à aucun moment l'élection d'un adjoint dans sa note du 2 avril. « Le plus étrange dans ce document est que Sidi-Saïd se sente obligé de rappeler toutes les attributions organiques du secrétaire général. Cela voudrait-il dire que depuis sa réélection, il est fermement décidé à user de ses prérogatives et donc, qu'auparavant, il ne maîtrisait absolument rien », souligne notre syndicaliste.

## Vers un report de la CEN

D'autres sources précisent que la note du 2 avril a été inspirée à Sidi-Saïd par un clan qui s'est formé à l'occasion du congrès et dont le noyau dur est composé de Tayeb Louh, de Ali M'rabet (ex-secrétaire national chargé de la fonction publique à l'UGTA) ainsi que de certains « fonctionnaires » de la Centrale. « Il n'est pas impossible que ce groupe tente d'avoir Djenouhat à l'usure. La stratégie la plus simple serait qu'il reporte la tenue de la première session de la CEN. Plus longtemps il sera coupé des membres de la commission, moins il aura de chance d'être élu », explique un autre syndicaliste.

T. H.